



Taux actuels de **d'émaciation** : 6.9% **retard de croissance** : 21.4% **Proportion souffrant d'insuffisance pondérale** : 11.8%

Source : Gouvernement cap-verdien (Ministry of Health, 1994)

Bons résultats

- Cap-Vert : l'État a assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est courante et les marchés fonciers fonctionnent bien. Des politiques promeuvent un accès équitable aux ressources foncières communes.
- L'État encourage des services de vulgarisation et de recherche agricoles variés, et les organisations d'agriculteurs locales participent à l'établissement des priorités des politiques. Le système de vulgarisation est efficace et atteint les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Les politiques, stratégies et mécanismes gouvernementaux visent à assurer l'égalité hommes-femmes dans l'accès aux services de vulgarisation.
- Cap-Vert : dans ce pays, la loi accorde aux femmes les mêmes droits d'accès aux terres agricoles qu'aux hommes, droits qui sont respectés dans la pratique. Cela réduit la vulnérabilité des femmes à la faim et à la malnutrition.
- Cap-Vert : ce pays a mis au point une stratégie/ politique nationale en matière de nutrition.
- Le pays a pleinement consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.
- Cap-Vert : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire et a distribué deux fortes doses de supplément en vitamine A à 98% des enfants en 1996.
- Cap-Vert : en 2017, 96.2% de la population a accès à une source d'eau potable améliorée.
- Cap-Vert : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.
- Le taux d'enregistrement des naissances (91% en 2010) est élevé, permettant potentiellement l'accès des enfants à des services publics importants tels que la santé et l'éducation.

Points à améliorer

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (5.9% des dépenses publiques en 2018) ne correspondent pas aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Cap-Vert : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (9.9% des dépenses publiques en 2017) ne correspondent pas tout à fait aux engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- Cap-Vert : dans ce pays, la loi garantit l'égalité des droits économiques entre hommes et femmes. Cependant, elle n'est pas effectivement appliquée et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Cap-Vert : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (Plano Estratégico de Desenvolvimento Sustentável (PEDS)) accorde peu d'importance à la nutrition.
- Cap-Vert : bien que ce pays ait élaboré une stratégie/politique nationale en matière de nutrition et établi des objectifs de nutrition clairs assortis de délais, on note toujours l'absence de mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques.
- Cap-Vert : les décideurs ne disposent pas d'enquêtes régulières sur la nutrition qui soient statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2005.
- Cap-Vert : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.



Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques

	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	5.9%	2018	17e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ²	9.9%	2017	12e

Politiques

Accès à la terre (sécurité foncière) ³	Bon	2016	11er ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ³	Bon	2013	16e
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	91%	2010	7e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ³	Médiocre	2018	8e ex aequo

Lois

Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ³	Moyen	2014	8e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ⁴	Dans la loi et dans la pratique	2015	1er ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2019	3e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2014	1er ex aequo

¹ Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la l'agri. (énoncés dans la Déclaration de Maputo de l'UA) ● >=75 % <100% ● >=100%

² Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la santé (énoncés dans la Déclaration d'Abuja de l'UA) ● >=75 % <100% ● >=100%

³ Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

⁴ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques

	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Sectoriel uniquement	2019	16e ex aequo

Politiques

Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	98%	1996	6e
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2012	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	96.2%	2017	6e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	73.9%	2017	7e
Visites médicales pour les femmes enceintes	87.4%	2010	31er
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Faible	2017-2021	36e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Non	2019	36e ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Non	2005	37e ex aequo

Lois

Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Pleinement consacré	2019	1er ex aequo
--	---------------------	------	--------------

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays).

² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré.

[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel